

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Administrative
rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 26/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BALL BEVERAGE PACKAGING (exREXAM)

65, rue du Vieux Mont
64300 Mont

Références : DREAL/2026D/2438

Code AIOT : 0005207200

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement BALL BEVERAGE PACKAGING (exREXAM) implanté 65, rue du Vieux Mont 64300 Mont. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "Opération coup de poing produits chimiques."

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BALL BEVERAGE PACKAGING (exREXAM)

- 65, rue du Vieux Mont 64300 Mont
- Code AIOT : 0005207200
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BALL BEVERAGE PACKAGING France exploite depuis 2016, sur la commune de Mont, une usine de fabrication de couvercles en aluminium pour canettes de boissons. Le procédé est essentiellement mécanique avec des presses et machines de découpe et l'adjonction d'un joint d'étanchéité sur le couvercle. L'usine emploie 150 personnes, elle appartenait auparavant à la société REXAM.

L'usine fonctionne sous le couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°04/IC/476 du 17 novembre 2004 complété par les arrêtés n°7200-11-64 du 13 janvier 2012 et n°7200/2015/01 du 14 janvier 2015. Le récépissé de changement d'exploitant a été délivré à la société BALL BEVERAGE PACKAGING le 12 avril 2017.

Suite aux modifications de la nomenclature des ICPE (décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013), l'activité exercée par la société est soumise désormais au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2560 : travail mécanique des métaux.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 17/11/2004, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 17/11/2004, article 11	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée sur le site Ball Beverage Packaging s'inscrit dans le cadre de l'opération régionale sur les produits chimiques.

Parmi les cinq points vérifiés, quatre points de contrôle nécessitent des vérifications de la part de l'exploitant :

L'exploitant a présenté le registre des produits utilisés, mais doit le compléter avec les quantités maximales susceptibles d'être stockées pour l'ensemble des produits chimiques.

Concernant les mesures de maîtrise des risques liées au produit DAREX, la FDS recommande l'utilisation de dioxyde de carbone, de mousse ou de poudre comme agents d'extinction. L'exploitant devra vérifier, sous un délai d'un mois, que les moyens d'extinction présents sont correctement dimensionnés et procéder, le cas échéant, aux ajustements nécessaires.

La rétention du local joint, dans laquelle est implanté la cuve de DAREX, devra être réparée afin de garantir son étanchéité, et son dimensionnement devra être justifié.

Enfin, le stockage des produits chimiques dans le local « huile » devra être réorganisé afin de séparer les produits incompatibles et de mettre en place des rétentions spécifiques adaptées à chaque famille de produits.

La visite du site a porté sur l'atelier joint et sur l'atelier huile.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'inspection a débuté par l'examen de l'état des stocks (point de contrôle n°5)

Pour ce point de contrôle, l'inspection a porté sur les produits suivants, sélectionnés par sondage parmi les produits stockés sur site :

- DAREX SP 1427-120 : lubrifiant
- Alcool isopropylique

Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits présents sur le site ont été présentées par l'exploitant. La FDS du lubrifiant DAREX est à jour (édition 2025). S'agissant de l'alcool isopropylique, une FDS initialement datée de 2017 a été présentée dans un premier temps ; à la demande de l'inspection, une version actualisée datée de juillet 2025 a ensuite été fournie au cours de la visite.

L'exploitant a indiqué que des réunions de sécurité sont organisées trimestriellement. Afin de permettre la participation de l'ensemble du personnel, l'activité du site est interrompue lors de ces réunions. La gestion des produits chimiques fait notamment partie des thématiques abordées. L'exploitant précise toutefois que les agents directement exposés aux produits chimiques, tels que les caristes et les opérateurs en charge des opérations de dépotage, font l'objet d'une sensibilisation renforcée sur ces risques.

Par sondage, un cariste a été interrogé par l'inspection et a été en mesure de présenter un classeur regroupant des synthèses de fiches de données de sécurité ainsi que les consignes de sécurité associées à chaque produit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

Pour cette vérification, les produits retenus sont le DAREX, stocké dans une cuve de 31 m³ dans le local « joint », et l'alcool isopropylique, entreposé dans 8 bidons de 5 litres au sein d'une armoire de produits chimiques du local « huile ».

La fiche de données de sécurité du DAREX indique que l'utilisation d'un jet d'eau en plein est déconseillée comme moyen d'extinction. Les agents extincteurs appropriés mentionnés sont le dioxyde de carbone, la mousse ou la poudre.

Lors de l'inspection, deux extincteurs à poudre de classe ABC, de petite capacité, ont été observés dans le local joint.

L'inspection statue sur le fait que le sprinklage installé dans le bâtiment ne constitue pas un moyen d'extinction adapté pour ce produit, il contribue principalement au refroidissement de la cuve, afin de limiter la propagation d'un éventuel incendie.

En revanche, l'inspection demande à l'exploitant de vérifier le dimensionnement des moyens d'extinction disponibles dans ce local au regard des recommandations de la FDS.

L'inspection rappelle que les prescriptions issues des fiches de données de sécurité sont opposables, sauf si l'exploitant a réalisé sa propre évaluation de sécurité chimique permettant de justifier des mesures alternatives.

Les autres mesures de maîtrise des risques n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 1 mois, l'exploitant vérifie la compatibilité et le bon dimensionnement des moyens de lutte incendie existants pour le produit DAREX, et transmet les conclusions à l'inspection et propose le cas échéant un plan d'actions de mise en conformité intégrant notamment la formation de son personnel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2004, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

11.4.1 - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Constats :

L'inspection a d'abord procédé au contrôle de la capacité de rétention associée au DAREX, situé dans le local du joint, puis s'est rendue dans le local « huile » afin de vérifier les conditions de rétention de l'alcool isopropylique.

Le lubrifiant DAREX, stocké jusqu'à un volume maximal de 31 m³, est entreposé dans une rétention commune à celle de la cuve du joint, elle-même classée comme non dangereuse et présentant un volume maximal de 38 m³. Selon les indications de l'exploitant, cette rétention est

<p>suffisamment dimensionnée pour couvrir les volumes concernés.</p> <p>Cependant, l'inspection a constaté la présence de perforations traversantes à plusieurs endroits, affectant deux zones distinctes. En cas de déversement important et non détecté rapidement, ces défauts pourraient compromettre l'efficacité de la rétention et empêcher celle-ci d'assurer pleinement son rôle de confinement.</p> <p>Concernant l'alcool isopropylique, celui-ci est stocké dans 8 bidons de 5 litres au sein d'une armoire comprenant d'autres produits chimiques, l'ensemble du local "huile" étant placé sur une rétention interne. À la suite de la visite, l'exploitant a indiqué que l'alcool sera désormais stocké sur une rétention dédiée dans l'armoire, qu'il partagera uniquement avec un siccatif également inflammable, présent lors de l'inspection en quantité limitée (190 mL). Cette décision est liée à la présence de produits incompatibles. (se référer au point de contrôle n°4)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un mois, l'exploitant confirme que la capacité de rétention du local joint est adaptée et, le cas échéant, propose un plan d'actions visant à assurer sa mise en conformité.</p> <p>Sous un mois, l'exploitant devra installer une rétention dédiée aux produits inflammables dans l'armoire du local huile, et transmettre à l'inspection des ICPE des justificatifs photographiques attestant de la réalisation de cette mise en place.</p> <p>Sous un mois, l'exploitant devra effectuer les travaux nécessaires pour garantir l'étanchéité de la rétention du local joint, et adresser à l'inspection des ICPE les justificatifs attestant de la bonne exécution de ces travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2004, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>11.4.2 [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la cuve de DAREX et la cuve de joint sont associées à une même rétention. L'examen de la fiche de données de sécurité du joint indique que celui-ci n'est ni inflammable ni classé dangereux au sens du règlement (CE) n°1272/2008. Aucune incompatibilité n'a été identifiée entre ces deux produits, et leur stockage dans une rétention commune ne présente pas de risque particulier au regard de la prescription.</p> <p>Concernant le local « huile », l'alcool isopropylique (8 bidons de 5 litres), classé liquide inflammable, est stocké dans une armoire sur une même rétention que plusieurs autres produits :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Biocide : 3 bidons de 2 L (corrosif – base) - Siccatif : 190 mL (inflammable) - Dégraissant : 7 bidons de 5 L (non classé) - Fluide de nettoyage : 3 bidons de 20 L (corrosif – base) <p>Ce stockage mélange ainsi des produits inflammables et des produits corrosifs dans une même rétention, ce qui n'est pas conforme aux principes de séparation des produits incompatibles.</p> <p>À la suite de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il allait réorganiser ce stockage en séparant les produits par familles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les produits inflammables seront placés aux étages supérieurs de l'armoire sur une rétention dédiée, - les deux produits corrosifs, tous deux basiques, resteront dans l'armoire mais seront positionnés aux niveaux inférieurs, chacun dans une rétention indépendante.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un mois, l'exploitant devra séparer les liquides inflammables et produits corrosifs en mettant en œuvre des rétentions dédiées, et transmettre à l'inspection des ICPE des justificatifs photographiques attestant de la réalisation de cette mise en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un registre des produits utilisés, mis à jour en 2026. Ce document recense les produits présents sur le site et précise, pour chacun d'eux, les mentions de danger associées. Les principaux produits identifiés sont un joint non inflammable, non classé comme dangereux, ainsi qu'un lubrifiant inflammable. Ce dernier est stocké dans une cuve d'un volume maximal de 31 m³.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la quantité de lubrifiant stockée peut être suivie en temps réel via une interface dédiée. Les autres produits chimiques présents sur le site sont stockés en quantités significativement plus faibles.</p> <p>L'exploitant a fourni après l'inspection, un registre modifié qui permet d'avoir accès en temps réel à la quantité de DAREX et qui sera complété dans les semaines à venir avec les quantités maximales susceptibles d'être stockées pour l'ensemble des produits chimiques.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 1 mois, l'exploitant complète le registre des produits utilisés avec les quantité maximales susceptibles d'être stockées pour l'ensemble des produits chimiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois